

LA CHRONIQUE DE GÉOSTRATÉGIE FRANÇOISE NICOLAS (*)

Fin de partie au FMI

Le FMI sera donc à nouveau dirigé par un Européen. Que ce soit Dominique Strauss-Kahn ou Josef Tosovsky, la règle non écrite en vigueur depuis la création de l'institution sera respectée. Il y a fort à parier toutefois que l'heureux élu sera le dernier Européen avant longtemps à occuper ce poste. À ce titre, il est assuré de rentrer dans l'histoire, mais il serait dommage qu'il se satisfasse de cet état de fait. En effet, ce mandat pourrait être l'occasion non seulement de remettre en ordre de marche une institution en proie à une crise de légitimité, mais aussi de permettre à l'Union européenne d'acquérir une influence réelle sur la scène monétaire internationale.

Le futur dirigeant prendra, il est vrai, les rênes d'une institution en assez mauvaise santé. Au cours des dernières années, le FMI a été de moins en moins sollicité par les économies émergentes, qui ont toutes remboursé leur dette, et la plupart du temps en avance sur le calendrier prévu. De même, la question de la restructuration de la dette souveraine, qui avait fait l'objet de nombreux débats au début des années 2000 et qui aurait pu replacer le FMI au centre du jeu, a perdu de son actualité et a finalement été tranchée en limitant l'intervention de l'institution au minimum.

Pour autant, cette situation de quasi-chômage technique doit-elle conduire à conclure à l'inutilité du FMI ? Ce serait aller un peu vite en besogne et oublier les missions du Fonds, telles qu'elles sont définies par ses statuts et dont la principale est de préserver la stabilité du système financier international. En

fait, au cours des années 1980 et 1990, la crise de la dette latino-américaine puis les crises financières successives dans les économies émergentes avaient poussé insensiblement le FMI à se comporter comme un quasi-intermédiaire financier au service du monde en développement, puis comme un gestionnaire de crises. Ces interventions, qui se justifiaient par le rôle premier du FMI, n'en faisaient pas pour autant une institution au seul service des pays en développement ou émergents. Aujourd'hui, la mission fondamentale du FMI n'a pas changé, mais les conditions dans lesquelles elle doit être menée sont en revanche inédites et c'est là que le bât blesse.

Surveiller étroitement. Les économies émergentes jouent désormais un rôle sans précédent au cœur de l'économie mondiale, sur le plan commercial mais aussi sur le plan financier. Elles sont en effet globalement créancières des économies industrialisées (notamment des États-Unis). Dès lors, tout effort de stabilisation du système financier international ne saurait se faire sans leur collaboration. La tâche n'est pas aisée, d'autant que l'institution a perdu de sa crédibilité auprès de bon nombre de ces économies en développement et émergentes. En outre, dans une économie mondialisée où les interdépendances sont de plus en plus fortes, la sauvegarde de la stabilité de l'économie mondiale passe désormais par une surveillance plus étroite de toutes les économies, qu'elles soient industrialisées, émergentes ou en développement. Si l'objectif est clair, sa réalisation est plus délicate car la question du pouvoir coercitif de

l'institution reste posée. Il appartiendra au futur dirigeant d'y trouver une solution.

Prendre en compte ces nouvelles réalités et ajuster l'action du FMI en conséquence exige aussi de réformer la gouvernance interne de l'institution en accordant un poids plus important aux principales économies émergentes (Chine, Inde, Brésil en particulier). Or, dans un système où le pouvoir est partagé, il va de soi qu'accorder plus d'importance à certains impose de réduire le poids de certains autres. En l'occurrence, la redistribution des cartes ne peut se faire qu'aux dépens des Européens.

Enjeu pour l'UE. La deuxième tâche délicate du prochain pilote du FMI sera de faire admettre ce changement aux Européens. La tâche n'est à vrai dire pas insurmontable car, en dépit des apparences, il n'est pas sûr que l'UE perde complètement au change. L'influence réelle de l'UE pourrait sans doute être tout aussi importante avec un nombre moindre de voix mais plus de cohérence dans ses positions. Une UE plus unie pourrait y faire entendre sa voix avec plus d'efficacité que par le passé. Si la réforme de la représentation de l'UE au FMI pouvait inciter les Européens à faire preuve de plus de cohésion, elle pourrait se révéler largement bénéfique.

Pour mener à bien cette double mission (relance de l'action du FMI et réforme de sa gouvernance interne), le futur dirigeant devra faire preuve d'un grand pouvoir de conviction, de beaucoup de doigté et d'une bonne dose de pédagogie. La difficulté est immense mais l'enjeu, surtout pour l'UE, ne l'est pas moins.

(*) Chercheur à l'Ifri



**L'INSTITUTION A PERDU
DE SA CRÉDIBILITÉ AUPRÈS
DE BON NOMBRE DE PAYS
EN DÉVELOPPEMENT
OU ÉMERGENTS.**